

LIP

les syndicats multiplient les déclarations pour réclamer la reprise des négociations

La section C.F.D.T. de Lip devait après en avoir discuter, avec la C.G.T présenter ce lundi à l'assemblée générale du personnel un "plan de relance de l'action. Mais les déclarations syndicales et politiques du week-end ont surtout porté sur une reprise des négociations. Si la C.G.T. comme F.O. et la C.G.C. ont continué à dénoncer les comportements irresponsables de la C.F.D.T. de Lip ou des militants du comité d'action local. ils ont tous insisté sur la nécessité de reprendre rapidement des discussions avec les pouvoirs publics pour sauver Lip.

M. Maire lui-même a déclaré que la C.F.D.T. ferait tout pour réaliser l'unité entre les syndicats afin de reprendre la négociation. C'est dans le même sens que sont intervenus et les dirigeants du parti socialiste et M. Minjoz, maire socialiste de Besançon. Ce dernier a émis le vœu que M. Gorse, ministre du travail accepte de venir à Besançon, avec M. Giraud, pour tenter d'éviter l'irréparable...Il faut, a-t-il ajouté, que tout soit mis en œuvre afin que Lip ne soit pas rayé de l'économie bisonne. M. Minjoz rencontre dans l'après-midi à sa demande des représentants C.G.T C.F.D.T C.G.C. et F.O. de Lip,

Mais, du côté du gouvernement, les déclarations ministérielles, n'ont fait que reprendre les positions de M. Messmer, selon lesquelles l'affaire Lip est terminée. Le personnel a choisi la voie du désespoir, je le regrette profondément. mais je ne vois pas quels mots d'espoir je peux donner ... a expliqué M. Charbonnel. actuellement en voyage en Union soviétique. Le ministre du développement industriel a ajouté que le président de la République lui-même avait indiqué qu'il n'était plus possible de modifier les propositions de M. Giraud. M. Christian Poncelet, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail a, de son côté. déploré l'aveuglement et le sectarisme de ceux qui ont conduit dans l'impasse des centaines de travailleurs ». « Lip est un échec de la classe ouvrière; les gaullistes ne sauraient s'en rejouir.

A Besançon, où les effectifs des forces de l'ordre ont été renforcés, notre correspondant nous signale l'arrivée pendant le week-end de quelque deux cents militants des comités de lutte d'usines. (*organisations d'inspiration maoïste*), qui se sont réunis avec les membres du comité d'action de Lip. D'autre part, M. Alain Krivine doit tenir mardi soir un meeting dans une salle de Besançon.

. M. CHARBONNEL: la voie du désespoir

D'U.R.S.S., où il est actuellement en voyage, M. Charbonnel ministre du développement industriel et scientifique, a déclaré à l'A.F.P., le samedi 13 octobre, à propos du vote de la veille : « *Si la consultation a bien eu un caractère loyal et démocratique, alors c'est la réponse du personnel à la dernière chance qui était d'accepter les propositions de M. Henry Giraud. Le président Pompidou lui-même avait indiqué qu'il n'était plus possible de les modifier.* »

« *Je crains, a ajouté M. Charbonnel, que la voie soit définitivement bouchée pour une solution industrielle telle qu'elle avait été souhaitée et préparée par deux mois et demi d'efforts. Le personnel a choisi la voie du désespoir. Je le regrette profondément pour les mille trois cents familles... Tout ceci est très regrettable, compte tenu, surtout, des efforts de M- Giraud et de l'effort financier que le gouvernement était prêt à faire. Je regrette, alors que nous étions si près d'une solution, que nous aboutissions à un échec. Mais ce n'est pas l'échec du gouvernement. C'est l'échec du personnel et des organisations syndicales, qui ont mis le personnel dans une situation d'où il ne peut pas sortir* »

M. MAIRE (C.F.D.T.): l'attitude irresponsable est celle du premier ministre

Au cours d'une conférence de presse tenue le 13 octobre en présence de dirigeants de la confédération, de la fédération de la Métallurgie et de son syndicat de Lip. M. Maire a justifié les positions de la C.F.D.T. Elles s'appuient sur une analyse réaliste de la situation: « *les capitalistes ne voudront pas abandonner un appareil productif qui peut fonctionner à plein et se développer* » et sur les justes revendications des travailleurs.

«C'est M. Mesmer qui développe des raisons purement politiques, affirme le secrétaire général de la C.F.D.T. Il veut tuer l'entreprise, la brader et disperser le personnel. L'aveuglement politique est son fait. C'est lui, par son attitude irresponsable, qui mène une politique du pire qui n'est pas digne de lui." En tout état de cause, estime M. Maire il faudra trouver une solution positive aux problèmes d'emploi

Faisant allusion aux différends survenus avec la C.G.T., M. Maire a souhaité qu'ils soient surmontés. Cependant, a-t-il ajouté, "avant de délibérer en commun avec la C.G.T. des objectifs de transition vers le socialisme, nous croyons nécessaire, sinon indispensable, qu'existe un minimum d'accord sur l'évolution à la base des luttes».

~ M. KRASUCKI: la C.F.D.T. ferait mieux de dire la vérité aux travailleurs

M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., faisant référence à une récente déclaration de M. Maire, estime regrettable que celui-ci reprenne à son compte « une falsification de la position de la C.G.T. lancé par les gauchistes et les dirigeants responsables de la C.F.D.T. Lip. Aucun travailleur ne croira que la C.G.T. renonce à la revendication du reclassement. Plutôt que d'appuyer, au prix d'une contre-vérité, ceux qui, en dépit des faits, prétendent qu'il est possible actuellement de se fixer pour but la réintégration de tout le monde sans exception chez Lip, la direction confédérale et celle des métaux C.F.D.T. agiraient utilement en disant ouvertement, comme nous, la vérité aux travailleurs de chez Lip afin de les aider à se fixer des objectifs réalistes» Dans les circonstances présentes, M. Krasucki estime qu'il s'agit d'« imposer au gouvernement la solution positive de compromis qui est encore possible sur la base de la situation telle qu'elle est" et de « veiller, pour ce qui dépend de nous, à préserver l'unité d'action qui se développe dans l'ensemble du pays".

. M. BERGERON: F.O. se désolidarise des irresponsables

Dans une mise au point faite le 14 octobre, M. Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière, a lancé " la parodie de consultation du personnel qui a eu lieu à Besançon sur l'approbation du plan Giraud ou sur la poursuite de l'action ". Selon F. O. « bien des travailleurs n'ont pu s'exprimer librement et d'autres ont été influencés par les irresponsables qui contrôlent le comité d'action.

Les organisations Force ouvrière, a ajouté M. Bergeron, n'ont pas été surprises par le vote qui a eu lieu à l'usine «Lip5» à Ornans, étant donné que les travailleurs ne sont pas soumis à la pression continue de l'aventurisme et sont conscients des repercussions pour leur région qui résulteraient de la fermeture de leur usine»

M. Bergeron a enfin annoncé que F. O. allait « entreprendre les démarches nécessaires pour amener le gouvernement à empêcher l'irréparable et pour obtenir que l'usine Lip d'Ornans rouvre ses portes et que les salariés conservent leur emploi et les avantages dont ils bénéficiaient auparavant sur la base des assurances que Force ouvrière avait obtenues dès le 24 août dernier».

L'U.C.T: FAIRE PARTICIPER LES SALARIÉS AU CHOIX DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

La seule leçon que tirent les pouvoirs publics de "l'affaire Lip est que la législation pour les entreprises en faillite est mauvaise ",

ont déclaré, devant la presse MM. François Quidet et Gilbert Nasse, dirigeants de l'U.C.T. union des cadres et techniciens). pour nous le conflit montre qu'il est nécessaire et souhaitable de faire des salariés de véritables partenaires dans l'entreprise, de les faire participer aux grandes orientations de la société, au choix de ses dirigeants.».....

. M. FICHEFEUX (C.G.C. métallurgie) : une politisation extrême

Prenant la parole samedi 13 octobre à St Etienne, M. Philippe Ficheteux, président de la fédération C.G.C de la métallurgie, après avoir dénoncé la «responsabilité totale» du patronat dans l'affaire Lip, a déclaré: «Nous déplorons par ailleurs le caractère de politisation extrême qui a ensuite été donné à cette affaire. Le comité d'action a finalement influencé beaucoup les décisions et a pesé fortement dans le climat des négociations, et nous partageons le point de vue de MM. Malterre et Ségué parant dans des langages différents, de ces éléments irresponsables et étrangères aux organisations syndicales»

Une solution ? «il faut que les négociations reprennent avec des personnes responsables, au sens littéral du mot et en dehors du climat politique et vicié de Besançon . Il serait souhaitable que le travail reprenne

dés ce lundi»

LE P.S. : maintenir l'unité du mouvement sous la responsabilité des syndicats

Le comité directeur du P.S., qui a siégé samedi 13 octobre a adopté à propos du conflit chez Lip le texte suivant *«La situation créée chez Lip par la rupture des discussions décidée par le gouvernement rend plus que jamais nécessaire de maintenir l'unité du mouvement sous la responsabilité des organisations syndicales.*

Considérant qu'il ne peut pas y avoir de suppression d'emploi sans garantie de reclassement, le parti socialiste réaffirme son soutien aux travailleurs de Lip et les appelle à déjouer les manoeuvres du pouvoir.

Tout prouve en effet que le gouvernement veut faire un exemple pour limiter les mouvements sociaux mettant en cause l'arbitraire patronal. C'est dans l'unité qu'il faut imposer la reprise des négociations.»

Au cours de la discussion au sein du comité directeur, les dirigeants socialistes sont apparus comme plus proches des positions de la [C.G.T](#) que de celles de la [C.F.D.T](#). M. François Mitterrand premier secrétaire du P.S s'est élevé contre l'attitude des délégués de la [C.F.D.T](#) chez Lip .